



**Déclaration des syndicats CFTD, CGT et SUD de l'INRA
à l'occasion de la convocation du CTP, le jeudi 4 décembre 2008.**

Le démantèlement de la recherche publique française se poursuit avec une nouvelle brutalité dans les derniers mois, y compris avec le recours de la police.

Vous nous proposez aujourd'hui de discuter d'un point d'étape sur la constitution d'un EPCS. Autant nous pensons que rapprocher les forces de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en agronomie est un projet intéressant, autant nous ne croyons pas que l'EPCS que vous avez contribué à mettre sur les rails soit une réponse adaptée aux exigences d'un service public de qualité dans ce domaine. **Nous n'avons jamais pu exprimer notre point de vue sur ce point à quelque niveau que ce soit avant que les décisions ne soient prises et, aujourd'hui, les Ministères ont tranché sur vos propositions de faire vite. Nous ne l'acceptons pas.**

Nous l'acceptons d'autant moins au regard des propositions mises en avant par une majorité des membres du groupe de travail ministériel sur les « sciences de la vie ». Celles-ci, en plus d'ajouter de nouvelles structures à celles, trop nombreuses, qui existent à ce jour, réclament de créer un très grand institut dans lequel une partie de l'INRA (« la moins finalisée ») serait fusionné avec les sciences de la vie du CNRS, l'INSERM et d'autres. Autant dire que l'INRA n'est pas du tout « protégé » par la création d'un EPCS et que le combat pour exister passe par d'autres actions.

Quel « point d'étape » ? **Nous dénonçons l'opération de tromperie généralisée menée par la Direction Générale qui prétend informer les personnels dans les Assemblées tenues par les présidents de centre mais refuse toute prise de position** que ces Assemblées comme les conseils de centre ou département puissent se prononcer contre la mise en place du consortium. Comme l'indique Intercom N°168, ces conseils n'auraient vocation qu'à « *recueillir des premières propositions concrètes pour des actions, des chantiers et des projets à conduire et auxquels ce cadre apporterait une réelle valeur ajoutée* ». Le personnel ne s'y trompe guère : aucune voix dans les assemblées générales ou dans les conseils scientifiques qui se sont déjà réunis pour approuver les plans de la direction.

A ce jour plus de 2.000 agents, de toutes catégories, ayant différentes responsabilités au sein de l'Institut vous demandent par pétition d'abandonner le projet de Consortium EPCS. Nous nous en faisons le relais ici et vous demandons solennellement d'arrêter ce processus qui ne peut aboutir qu'à scinder l'Institut alors que c'est son unité entre aspects finalisés et aspects plus fondamentaux qui en fait la richesse. Les organisations syndicales qui depuis le début attirent votre attention sur la gravité de la situation persistent dans leur volonté d'une réflexion globale du système de Formation et de Recherche Agronomique pour une meilleure collaboration.

Nous ne pouvons donc siéger, comme si de rien n'était, au Comité Technique Paritaire convoqué ce jour 4 décembre, à l'instar des actions menées par nos collègues du CNRS, de l'INSERM, du CEMAGREF confrontés à des questions similaires de démantèlement de leur Institut, et à qui nous exprimons notre solidarité. A l'inverse, nous appelons les personnels à renforcer encore leur pression sur la Direction Générale et les Ministères pour que ce projet s'arrête.

**Plus que jamais, nous demandons l'organisation au plus vite d'une rencontre avec les ministres de tutelles pour exprimer nos positions sur ce projet, puisque le dialogue ne peut avoir de sens qu'à ce niveau aujourd'hui.
C'est notre avenir à tous qui est en jeu !**